

**N°2025-020**

Département de la  
Seine-Saint-Denis  
Arrondissement du  
Raincy  
Canton de Sevrans

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
Liberté – Egalité – Fraternité

**CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE  
VILLE DE SEVRANS**

**DECISION**

**Objet :                    Décision portant octroi des aides pour les dettes  
de loyers**

Le maire, président du CCAS,

**Vu le code de l'action sociale et des familles,**

**Vu le code général des collectivités territoriales,**

**Vu la délibération du CA du CCAS n°2 du 28 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du  
Conseil d'administration au président,**

**Vu la délibération du CCAS de Sevrans n°01 du 20 octobre 2022 relative à la modification du  
règlement intérieur des aides facultatives,**

**Vu la demande du comptable public ;**

**Vu les demandes examinées en commissions du 29 avril et du 06 mai 2025 ayant reçu un avis  
favorable ;**

**Considérant la nécessité d'octroyer des aides pour les dettes de loyer suite aux demandes  
des usagers reçues par le CCAS de Sevrans**

**Article 1 : OCTROIE les sommes suivantes au titre des aides pour les dettes de loyer :**

BENEFICIAIRE DE L'AIDE	VERSEMENT DE L'AIDE	MONTANT ACCORDE
	ANTIN	1000€
	LOGIREP	500€

BENEFICIAIRE DE L'AIDE	VERSEMENT DE L'AIDE	MONTANT ACCORDE
	LOGIREP	500€
	IMMOBILIERE 3 F	490€
	CDC HABITAT	800€
	BATIGERE	600€

**Article 2 :** DIT que ces dépenses seront imputées sur le budget « Logement » du CCAS en cours.

**Article 3 :** la directrice du CCAS et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevrans, président du CCAS dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Copie sera adressée à :

Fait à Sevrans le 19 juin 2025

Le Maire, Président du CCAS

Stéphane BLANCHET

